



## Conseil économique et social

Distr. générale  
31 décembre 2014  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

Cinquante-neuvième session

9-20 mars 2015

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et à la session extraordinaire  
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes  
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement  
et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration présentée par Stree Atyachar Virodhi Parishad, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu le texte de la déclaration ci-après, qui est distribué en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La présente déclaration n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.



## **Déclaration**

### **Défis en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes en Inde**

#### **La culture patriarcale**

En dépit des nombreux mouvements de réforme et des 66 ans écoulés depuis l'indépendance, l'égalité pour les femmes en Inde reste un mirage.

Les femmes sont toujours astreintes à un rôle secondaire, soumises à un statut secondaire. Cette réalité discriminatoire a, en outre, été largement acceptée par les femmes. Le travail est divisé en fonction des sexes et les femmes jouissent d'un statut inférieur au sein de l'institution du mariage et de la famille. La valeur d'une femme est encore mesurée à l'aune des valeurs archaïques de la maternité et de la soumission à l'époux. Les hommes se voient toujours attribuer le rôle de soutiens et de responsables de la famille, tandis que les femmes doivent encore se définir à travers des tâches maternelles et domestiques entre les quatre murs de la maison.

La religion et la culture courante jouent un grand rôle dans le maintien de cette réalité hégémonique sexiste imposée aux femmes en Inde.

#### **La préférence accordée au fils**

La préférence accordée au fils est une manifestation du désir culturel de perpétuer la domination patriarcale. Les filles sont considérées comme des propriétés qui finalement, une fois mariées, deviennent la propriété d'un autre. La nécessité de verser une dot lorsque l'on marie sa fille dévalorise encore un peu plus les filles au sein de la famille.

Le fœticide des filles est le fruit de cette dévalorisation et de la survalorisation des fils par le patriarcat. Ce phénomène cruel progresse rapidement.

Avec l'arrivée de l'échographie, la préférence accordée au fils en Inde s'est traduite par un sévère déséquilibre du rapport des sexes au cours des deux dernières décennies, qui a poussé à changer les politiques. Néanmoins, la dévalorisation culturelle des filles et la survalorisation des fils ne s'en sont pas trouvées modifiées le moins du monde.

Aujourd'hui encore, les hôpitaux, cliniques et fournisseurs de services échographiques indiquent clairement, au moyen de pancartes, d'affiches et d'avis, que la détermination du sexe du fœtus est un crime. Il est parfait fait une vague allusion à la nécessité d'épargner la petite fille. Mais il n'est nulle part mentionné qu'une petite fille vaut autant qu'un petit garçon. On fait ainsi honneur à la politique et aux besoins démographiques, mais pas à la raison fondamentale pour laquelle il ne faudrait pas avorter si le fœtus est une fille: à savoir, parce qu'elle vaut autant qu'un garçon. Nous ignorons s'il s'agit là d'une pure négligence, de la résignation du désespoir ou d'un désir de préserver le sentiment de supériorité de tous les hommes et garçons qui se rendraient en ces lieux, mais cette omission souligne l'hostilité à l'égalité des sexes, enracinée et omniprésente dans la société indienne.

## **La santé**

Les femmes et les filles continuent d'être privées d'une nutrition et de soins de santé adéquats. Au sein de la famille, en règle générale elles reçoivent de la nourriture en moindre quantité et rassie et ne sont pas alimentées lorsqu'elles sont malades.

## **L'éducation**

Les femmes et les filles dans la société indienne continuent d'être privées des chances d'éducation. Un grand nombre de politiques et de dispositifs visant à favoriser l'éducation des filles existent sur le papier. Mais certains sont appliqués mécaniquement et sans conviction. Pourtant, aucun gouvernement n'a jusqu'à maintenant été vraiment motivé pour concrétiser l'égalité en matière d'éducation et l'égalité des chances entre filles et garçons. Les taux de décrochage scolaire restent supérieurs chez les filles, qui continuent d'être tenues en marge de tous les facteurs d'employabilité.

Si l'éducation pouvait faire prendre conscience aux filles de leur identité indépendante et de leur condition de servitude, des changements radicaux surviendraient très rapidement. Mais cette évolution ne s'est pas encore produite.

## **L'autonomisation économique**

La vie des femmes est centrée sur le mariage en Inde. Au cours de leur socialisation, on leur apprend à valoriser le rôle bienveillant et protecteur d'une ménagère et d'une mère. On les dissuade d'accorder de la valeur à tout rôle qui supposerait d'apprendre et de gagner sa vie. Tous les chemins dans la vie d'une femme indienne mènent au mariage et à la maternité. La réalisation économique est donc largement négligée par les femmes indiennes, sous la pression de la culture courante mais aussi de leur propre chef. Les femmes abandonnent encore leur carrière une fois mariées ou, plus souvent, une fois devenues mères.

Selon une enquête par échantillon nationale réalisée en 2012, 64 % des femmes indiennes urbaines déclaraient souhaiter renoncer à une carrière et rester mères au foyer. Vu le vent d'aspiration et de révolution qui souffle en Inde depuis sa libéralisation économique, cette réticence n'est pas simplement un manque de courage de la part des femmes, mais le signe d'une servitude domestique enracinée et glorifiée.

## **Les droits de propriété**

Bien qu'il existe un grand nombre de lois soutenant des droits de propriété pour les femmes, la dissuasion culturelle, à l'œuvre au sein de la collectivité et de la famille, empêche les femmes de faire valoir leurs droits juridiques.

## **La participation politique**

Le changement social n'est pas possible sans la participation politique. Toutefois, compte tenu du visage et du cœur très majoritairement masculins de la politique indienne, la participation politique initiale des femmes repose sur la discrimination positive.

On continue de faire miroiter, année après année, des propositions incertaines qui réserveraient aux femmes 33 % des sièges au Parlement. Là où les femmes ont obtenu ces garanties, telles que les 50 % des sièges réservés aux femmes dans les organes publics locaux, elles se sont métamorphosées en dirigeantes. Elles ont été les fers de lance de changements sociaux et politiques qui ont réformé les institutions et les mécanismes locaux et apporté un mieux-être aux femmes et aux filles.

Sans ces sièges réservés, aucun parti politique n'offrirait aux femmes ne serait-ce qu'un vague semblant d'égalité des chances. Ce constat était particulièrement criant lors des récentes élections nationales. Si les femmes obtiennent la garantie de 33 % de sièges réservés au Parlement indien, la manière dont les femmes se voient, se projettent, affirment leur pouvoir et sont défendues par leurs gouvernements en tant que citoyennes s'en trouvera révolutionnée. Les femmes indiennes et la politique indienne s'en verront changées et s'en porteront bien mieux.

### **La violence**

Aujourd'hui, la violence à l'égard des femmes indiennes est une manifestation évidente et brutale du pouvoir sans bornes des hommes sur la vie de toutes les femmes indiennes en toutes circonstances.

La violence domestique, en particulier conjugale, progresse rapidement. Des lois existent mais ne sont pas appliquées. Au cœur de cet abus réside l'absence totale de solutions émancipatrices et habilitantes offertes aux femmes qui souhaitent s'en libérer.

Aux femmes mariées, la culture ne laisse que deux alternatives: préserver l'unité de la famille à tout prix ou finir victime du trafic destiné à la prostitution. Si les femmes qui s'affranchissent ne finissent pas toutes prostituées, elles sont toutefois exposées à des risques accrus d'exploitation sexuelle, de trafic et de prostitution forcée, du simple fait de leur indépendance.

Ces femmes qui tentent timidement de sortir de relations abusives sont vaincues et découragées de s'affranchir par leurs propres familles. Les centres de conseil aux familles et les foyers d'hébergement de courte durée ont apporté une aide aux victimes de la violence domestique, mais le retour à des situations d'abus reste élevé. Lorsque les femmes se libèrent de l'abus et triomphent de leurs propres familles, les hommes qu'elles rencontrent quand elles mènent des vies indépendantes les marginalisent et les entraînent à nouveau dans des situations d'abus.

La violence sexuelle en Inde a pris une acuité particulière au cours des cinq dernières années. L'affaire du viol survenu à Delhi en décembre 2012, également connue comme l'« affaire du viol de Nirbhaya (alias « Cœur vaillant ») », a galvanisé l'opinion publique et suscité une réforme législative.

Le viol continue de proliférer, en tant que crime opportuniste, mais aussi comme arme. D'abord, en réaction à la disponibilité croissante de femmes récemment devenues mobiles et économiquement actives. Ensuite, en réaction à la menace accrue que représentent ces femmes mobiles, économiquement actives et socialement indépendantes.

Il est encourageant de constater les signes d'un renouveau, à contre-courant de la culture dominante, de la figure de la « survivante de viol ». Dans l'affaire du viol de Nirbhaya, les agitateurs se sont abstenus de mettre en doute la moralité de la victime, sortie voir un film tard dans la soirée avec son petit ami. Après un autre cas de viol en réunion à Mumbai, la photjournaliste victime a réagi en indiquant clairement qu'elle estimait que sa vie ne s'arrêtait pas avec ce viol. Ces réactions qui pourraient sembler banales ailleurs symbolisent un désir révolutionnaire des femmes indiennes d'au moins revendiquer l'égalité dans l'espace social.

La violence sexuelle reste une arme puissante qui empêche les femmes et les filles d'exprimer et de vivre pleinement leurs vies.

### **Les lois**

Il n'est pas permis aux femmes et aux filles en Inde d'avoir une identité distincte et indépendante. Leur identité reste celle d'esclaves compétentes assujetties aux hommes. Puisque la culture et la société leur refusent une identité distincte en elle-même, toutes les tentatives juridiques et politiques de leur accorder l'égalité des droits et des chances se soldent par un échec. Les gouvernements successifs ont lancé et poursuivent un certain nombre de dispositifs visant à réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Mais ces dispositifs n'ont pas été envisagés dans une perspective non patriarcale. Ils n'affirment pas, ni défendent, la nécessité de l'égalité des sexes et de l'autonomisation. Ils cherchent simplement à insuffler des changements marginaux au niveau des institutions ayant une incidence sur la vie des femmes entre leur naissance et leur mort.

Ces dispositifs ont eu un impact positif limité, plus nettement ressenti dans le domaine de l'émancipation économique. Mais même là, leur portée se limite à l'appui à la microfinance et au niveau de subsistance.

---